



1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleurs : Confinés mais toujours mobilisés !

Alors que le monde entier fait face à la pandémie, ce premier mai sera plus que jamais la journée internationale de luttés des travailleuses et travailleurs. De nombreux pays vivent grâce aux premiers de corvées, les oubliés de nos sociétés, qui continuent à travailler, le plus souvent au risque de leur propre vie. Évidemment ce sont d'abord l'ensemble des personnels de santé qui n'ont pas compté leurs heures, leur dévouement. Ensuite il y a tous les salarié-es, souvent des femmes, du commerce, de l'agro-alimentaire, du paramédical, du social, du nettoyage, du transport, de la logistique, de la livraison..., ainsi que tous-tes ces agent-es des services publics qui ont continué d'assurer leurs missions, et plus largement ceux et celles qui travaillent au service de la population. Les paroles de reconnaissance des gouvernements n'ont pas été suivies d'actes forts. Les mots sont évidemment insuffisants pour exprimer notre colère, et notre détermination à faire changer les choses. Nous porterons ce 1er mai 2020, bien que confiné-es, nos revendications qui sont plus que jamais d'actualité.

Si la « reprise » de la vie sociale est l'issue à atteindre, et une nécessité pour beaucoup d'entre nous, cela ne peut se faire sans la garantie la plus absolue de la sécurité sanitaire pour tous-tes. Car **ni la santé des travailleurs et travailleuses ni leurs droits ne pourront être sacrifiés sur l'autel de l'économie**, et ce quelle que soit la situation et le prétexte invoqué. Des semaines à 60 heures de travail, la perte des congés et des jours de repos, le travail dominical étendu, les abus sur le télétravail sont illégitimes et ne peuvent durer. Les travailleurs-euses ne revendiquent aucune prime, outil discrétionnaire du patronat ; ce qu'ils demandent ce sont de vraies revalorisations salariales.

Sacrifier les plus précaires d'entre nous n'est pas admissible dans une société que nous voulons d'égalité et de solidarité. La précarisation des travailleur-euses s'est multipliée ces dernières années, la situation des chômeur-euses et étudiant-es a été dégradée, tout comme celle des sans-papiers et des sans-abris aujourd'hui ignoré-es sur le plan sanitaire comme social. Les personnes âgées, premières menacées, sont oublié.es dans des conditions

inacceptables dans des EHPAD dont les salarié.es sont privé.es de moyens de protection et de travail. Elles et ils payent le prix fort de la situation. L'approche mercantile des politiques de santé où la rentabilité prime sur la qualité des soins, la casse de l'assurance chômage, le projet de retraite pas points qui menace toujours et dont nous exigeons la suppression, mettent à mal tout le système de protection sociale, socle protecteur dont nous mesurons encore plus la nécessité impérieuse en ce temps de crise sanitaire et sociale. Pour les personnes précaires et aux bas revenus, il faut acter la suspension des loyers, des dépenses d'eau et d'énergie, une aide pour l'accès à internet et aux transports, car nous savons que si la crise sanitaire peut régresser, la situation économique et sociale va continuer à faire des dégâts.

Cette situation inédite, qui peut malheureusement perdurer, a remis en lumière l'essentiel de ce dont a besoin notre société : un hôpital et un système de santé publics avec de vrais moyens humains, matériels et financiers, un système de protection sociale solidaire et universel, des services publics qui ne sont pas sacrifiés par des politiques de restructurations et de suppressions de moyens et missions au bénéfice des appétits de ceux qui prospèrent dans ce système capitaliste mondialisé, une relocalisation industrielle qui favorise l'emploi, assure notre indépendance et préserve l'environnement. Plutôt que de donner, sans conditions, des aides à des entreprises usant de l'évasion fiscale ou osant distribuer des dividendes à leurs actionnaires en période de crise, le gouvernement doit injecter ces sommes dans les services publics pour leur permettre d'assurer pleinement leurs missions, et imposer aux entreprises aidées le respect de clauses sociales et environnementales.

À l'heure de la sortie de cette crise sanitaire, il faudra réfléchir à un autre monde rompant avec celui de la mondialisation capitaliste. En obéissant aux règles des profits et des logiques de dividendes, en participant du dérèglement climatique et des urbanisations galopantes, ce système conduit l'humanité donc tout notre écosystème à sa perte.

Dans l'impossibilité de manifester physiquement, les Union Départementales CGT, FSU et Solidaires de Loire-Atlantique appellent les travailleurs, retraités et privés d'emploi à faire entendre leurs revendications : **Même confiné-es, manifestons toutes et tous le 1er mai, en écrivant nos slogans pour l'après, sur des pancartes et banderoles accrochées à nos fenêtres ou en envahissant les réseaux sociaux de photos/vidéos illustrant nos légitimes combats. Donnons à cette journée une véritable force collective !** Le 1er mai, soyons visibles, solidaires, déterminé.es. Nous ne paierons pas la crise générée par des choix politiques d'un système capitaliste mortifère. **Transformons le monde de demain en un monde viable, de justice sociale et écologique !**

Nantes, le 29 avril 2020